

Cahier des clauses administratives particulières

Marché de travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du pole gare

Chartres Aménagement SPL représentée par son Président directeur général Franck MASSELUS

Marché de travaux

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur :

Société Publique Locale « Chartres Aménagement »

Siège social : Hôtel de ville, Place des Halles – 28000 CHARTRES

Adresse de correspondance : 14 rue Saint Michel – 28000 CHARTRES (France)

Tél : +33 (0) 2 37 22 05 28 – Fax : +33 (0) 2 37 23 83 96

Société au capital de 5 852 000 €

Immatriculée au R.C.S de Chartres sous le numéro 514 950 104 (2009 B 651)

Personne signataire de l'accord-cadre : Monsieur le Président Directeur Général de la SPL Chartres Aménagement

Origine de son pouvoir de signature : Décision du Conseil d'administration de la SPL Chartres Aménagement du 25 juin 2021

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique : Hélène CORDIER

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ	6
2.1 Lieux d'exécution.....	6
2.2 Allotissement	6
2.3 Décomposition en tranches	6
2.4 Représentation des parties.....	6
2.5 Intervenants.....	6
2.6 Forme des notifications et informations au titulaire	7
2.7 Ordre de service	7
2.8 Sous-traitance	7
2.9 Poursuite de l'exécution du contrat	7
2.10 Astreinte et permanence téléphonique	8
ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 4 - PRIX	9
4.1 Contenu et nature des prix	9
4.1.1 Contenu des prix.....	9
4.1.2 Nature du prix	9
4.2 Augmentation du montant des travaux.....	9
ARTICLE 5 - VARIATION DES PRIX.....	9
5.1 Forme du prix	9
5.2 Index de variation.....	10
5.3 Révision provisoire.....	10
ARTICLE 6 - DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	10
6.1 Délais d'exécution des travaux	10
6.2 Prolongation des délais d'exécution	11
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS	11
7.1 Pénalités de retard	11
7.2 Pénalités pour absence à une réunion	11
7.3 Pénalités pour retard dans la remise des documents pendant la période de préparation	12
7.4 Infractions aux prescriptions de chantier	12
7.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	13
7.6 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé.....	13
7.7 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité des tiers	13
7.8 Pénalités relatives à la levée des réserves.....	13
7.9 Pénalités relatives au défaut d'attestations d'assurance	14
7.10 Pénalités pour retard dans la remise des documents du DOE.....	14
7.11 Pénalités en cas de dégradation d'un arbre ou de végétaux existants identifiés comme à conserver	14
7.12 Pénalités pour erreur ou manquement à une obligation	14
7.13 Généralités sur les pénalités	14
ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	14
8.1 Provenance des matériaux et produit.....	15
8.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt.....	15
8.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	15

ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS.....	15
9.1 Piquetage général	15
9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	15
9.2.1 Obligations générales du titulaire	15
9.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	16
9.2.3 Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du	16
9.2.4 Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité	17
9.2.5 Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains	17
9.2.6 Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages	18
ARTICLE 10 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	19
10.1 Coordination des travaux – gestion des dépenses communes	19
10.1.1 Planning détaillé d'exécution des travaux	19
10.1.2 Coordination des travaux	19
10.1.3 Répartition des dépenses communes	19
10.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	20
10.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	21
10.4 Lutte contre le travail dissimulé	21
10.5 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers	21
10.5.1 Emplacement des installations de chantier	21
10.5.2 Emplacements pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale	22
10.5.3 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé	22
10.5.4 Registre de chantier	22
10.6 Dispositions en matière de protection de l'environnement	22
10.6.1 Dispositions générales	22
10.6.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier	22
10.7 Dispositions en matière d'insertion	22
10.8 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	26
ARTICLE 11 – AVANCE	26
11.1 Avance	26
11.2 Retenue de garantie	26
11.3 Remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire	26
11.4 Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution	27
ARTICLE 12 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT	27
12.1 Demandes de paiement	27
12.1.1 Demande de paiement d'acomptes	27
12.1.2 Demande de paiement finale	27
12.2 Délais de paiement	28
12.3 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	28
12.4 Intérêts moratoires	28
<i>IM = montant des intérêts moratoires</i>	29
<i>M = montant de l'acompte en TTC.....</i>	29
<i>J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.</i>	29
<i>365 = nombre de jours calendaires de l'année civile.....</i>	29
En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.	29

ARTICLE 13 - GARANTIE DE PAIEMENT	29
ARTICLE 14 - RECEPTION - DELAI DE GARANTIE - ADMISSION	29
14.1 Réception	29
14.2 Délais de garantie	30
ARTICLE 15 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION : DELAIS, RETENUES ET MODALITES DE PRESENTATION	30
15.1 Documents à fournir après exécution.....	30
15.2 Retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	30
ARTICLE 16 - ASSURANCES	31
16.1. Assurance de responsabilités	31
16.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle.....	31
16.1.2 Assurance de responsabilité civile décennale	31
16.2 Assurance des travaux	32
16.2.1 Assurance Tous Risques Chantier :.....	32
16.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage.....	32
16.3 Dispositions diverses	32
16.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire	32
16.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage.....	32
16.3.3 Sinistres.....	32
ARTICLE 17 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES	33
17.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	33
17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire	33
17.3 Mesures coercitives	33
ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	33
ARTICLE 19 – CLAUSES DE REEXAMEN.....	34
19.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	34
19.2 Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution.....	35
ARTICLE 20 – LITIGES	35
ARTICLE 21 - RESPECT DU RGPD.....	35
ARTICLE 22 - LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTES »	36
ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG	36
ARTICLE 22 - APPROBATION DU MARCHE	38

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du pole gare.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 Lieux d'exécution

Emplacement : POLE GARE – Chartres et Mainvilliers (28)

2.2 Allotissement

Les travaux sont répartis en 2 lots, traités par marchés séparés :

N° du lot	Désignation du lot
1	Enfouissements et éclairage
2	VRD et espaces verts

2.3 Décomposition en tranches

Le marché comprend des tranches optionnelles détaillées dans chacun des lots.

2.4 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

2.5 Intervenants

a) La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

SETU (mandataire) + Paysage et territoire + STUR

Elle est titulaire des missions ESQ – AVP – PRO – DCE – ACT - OPR

b) Contrôle technique

Pas de contrôle technique sur ce marché.

c) SPS

Mission de sécurité et de protection de la santé est assurée par PROJECTIO.

2.6 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

2.7 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifiera à l'entrepreneur étant précisé qu'en ce qui concerne l'affermissement des tranches optionnelles, la notification de l'ordre de service est conditionnée à la décision préalable du maître de l'ouvrage d'affermir la tranche ou de renoncer à l'exécution d'une tranche.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG Travaux, doivent, pour être opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

2.8 Sous-traitance

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 11.9.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

2.9 Poursuite de l'exécution du contrat

Le présent marché est conclu par Chartres Aménagement en sa qualité de concessionnaire de la collectivité Ville de CCAP- Marché de travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du pole gare

Chartres.

Le titulaire s'engage à poursuivre l'exécution du présent marché avec la collectivité concédante dans le cas où, en raison de la caducité du traité de concession pour quelque raison que ce soit, ladite collectivité se substituerait à Chartres Aménagement.

2.10 Astreinte et permanence téléphonique

En complément de l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire a l'obligation de mettre en place un système d'astreinte commençant au démarrage du chantier et jusqu'à la réception des travaux, ou, le cas échéant, jusqu'à la levée de la dernière réserve.

Le titulaire indique, dès la notification du marché, le numéro de téléphone unique que le maître d'ouvrage peut utiliser afin de signaler, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, un problème relatif au chantier, dont il a connaissance.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens possibles afin de commencer l'intervention relative au traitement du problème signalé dans un délai maximum de deux heures à compter du signalement.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1 – l'acte d'engagement ses éventuelles annexes, relatif au lot concerné à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;

2 – le cahier des clauses administratives particulier (C.C.A.P.) commun aux différents lots ;

3 – le cahier des clauses techniques communes (C.C.T.C.) commun à tous les lots et ses annexes :

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur le marché, le marché, le CCTC et le CCTP prévaut sur ses annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

4 - le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux, dans sa version en vigueur à la notification du marché.

5 - le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP) et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP ;

6 - les pièces graphiques ;

7 – le plan de phasage prévisionnel

8 - le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la sante (P.G.C.) ;

9 – les Déclarations Travaux (DT)

10 – le rapport d'études de sol

11 – les plans

12 – le cahier Chantier à faible nuisances

13 – le cahier des charges chantier propre

14 - les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

15 - les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché en fonction des lots :

- La décomposition du prix global et forfaitaire ;

- Le bordereau des prix unitaires ;

16 - les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- Le mémoire technique du titulaire.

Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 Contenu et nature des prix

4.1.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont **hors T.V.A.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître de l'ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG.

Dans le cadre d'un marché alloti, l'article 10.0.3 ci-dessous répartit ces dépenses communes entre les différents lots.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

4.1.2 Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées comme précisé à l'acte d'engagement, suivant la nature du marché, par application des prix unitaires ou forfaitaires dont le libellé est détaillé au BPU ou DPGF.

4.2 Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 5 - VARIATION DES PRIX

5.1 Forme du prix

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de remise des offres (Mo) moins trois mois.

Le présent marché est passé à prix révisable.

Son montant sera révisé selon la

formule : $I_m - 3$

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m - 3}{I_o - 3}$$

$I_o - 3$

- dans laquelle P est le prix révisé ;
- dans laquelle I_m et I_o sont les valeurs prises par l'index de référence défini ci-dessous respectivement au mois "m" moins trois mois d'exécution des travaux et au mois "Mo" moins trois mois d'établissement des prix du marché défini ci-dessus.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

5.2 Index de variation

Lot n° 1 :

L'index national I de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix pour l'ensemble des prix du présent lot est :

- 65% : TP 03 terrassements généraux ;
- 35% : TP 12 éclairage public

Lot n° 2 :

L'index national I de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix pour l'ensemble des prix du présent lot est :

- 92% : TP 03 terrassements généraux ;
- 8% : EV 3 travaux de création d'espaces verts

5.3 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

ARTICLE 6 - DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Délais d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et sont précisées à l'article 10.1 du présent CCAP en ce qui concerne la période de préparation.

Sans précision, les jours, semaines et mois s'entendent de manière calendaire.

La mention de jour ouvré est précisée pour les autres cas.

Le délai d'exécution prévisionnel de l'ensemble des travaux commence :

- pour le lot 1, à compter de la date de notification du marché ;

- pour le lot 2, à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution prévisionnel global est de : 12 mois.

6.2 Prolongation des délais d'exécution

- En vue de l'application éventuelle du **premier alinéa de l'article 18.2.3** du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du **troisième alinéa de l'article 18.2.3** du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme documents référence ou de
Pluie	15 mm	Entre 6h et 18h	Météo locale Station météorologique de Champhol
Neige	5 cm	Entre 6h et 18h	
Gel	-5°C à 8h sous abri	Et encore inférieur à -2°C à 10h	
Vent	100 km/h	//	

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG.

ARTICLE 7 – PENALITES

Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG travaux comme suit :

7.1 Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 19 du C.C.A.G. sont applicables sous réserve des dispositions suivantes : **Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux**, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée. **Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG travaux**, aucun plafonnement de pénalité ne sera appliqué.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Les pénalités sont appliquées, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier d'exécution détaillé établi au début des travaux et approuvé par l'ensemble des entrepreneurs, ou, le cas échéant, comparativement au calendrier d'exécution rectifié en fonction des événements. La mention du calendrier applicable est rappelée par la voie des comptes rendus de chantier.

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

- **Retard sur le délai global d'exécution propre aux lots 1, 2 et 3 :**

En cas de retard sur le délai d'exécution global du lot prévu dans le planning prévisionnel, le titulaire encourt une pénalité journalière de 1/200e € H.T. du montant du marché.

7.2 Pénalités pour absence à une réunion

Le titulaire participe également aux réunions souhaitées par le Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à assister à toutes les réunions auxquelles il est convié par le Pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG travaux, en cas d'absence à l'une de ces réunions, le Titulaire encourt sur ses créances une pénalité forfaitaire de cent cinquante (150) euros.

Tout retard à une réunion, supérieur 30 minutes, sera considéré comme une absence.

7.3 Pénalités pour retard dans la remise des documents pendant la période de préparation

Conformément au CCAG-Travaux, les plans de détails et d'exécution, les notes de calculs, les documents de synthèse, les remises de documents nécessaires à l'établissement du calendrier d'exécution seront soumises à l'approbation du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG travaux du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents, à savoir après 10 jours à compter de la demande de la maîtrise d'œuvre, une pénalité de 500,00 € H.T par jour calendaire de retard et par document sera appliquée à l'entrepreneur.

7.4 Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles relatifs aux pénalités pour retard et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain :

- a) Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : 500,00 € H.T/jour ;
- b) Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : 500,00 € H.T/jour ;
- c) Travaux sur le domaine public sans arrêté, signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : 500,00 € H.T/jour ;
- d) Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable) : 500,00 € H.T/jour ;
- e) Non-respect des prescriptions ou toute action entraînant un défaut dans la signalisation générale du chantier : 750,00 € H.T/jour ;
- f) Dépôt de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 750,00 € H.T/jour ;
- g) Retard pour non-enlèvement des matériaux inemployés : 500,00 € H.T/jour ;
- h) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.) : 500,00 € H.T/jour ;
- i) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 500,00 € H.T/jour ;
- j) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 600,00 € H.T/jour ;
- k) Défaut de nettoyage hebdomadaire de chantier par simple constat de la maîtrise d'œuvre ou maîtrise d'ouvrage : 1 000,00 € H.T/jour ;
- l) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 1 000,00 € H.T/jour ;
- m) Absence de dispositifs de nettoyage et décrochage des engins avant sortie du chantier : 1 000,00 € H.T/jour ;

- n) Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décroûtage des engins : 800,00 € H.T/jour ;
- o) Non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier : 800,00 € H.T/jour d'infraction ;
- p) Retard dans l'aménagement de l'installation de chantier, notamment électricité/chauffage, devant être mis en œuvre au cours de la période de préparation de chantier : 300 € H.T/jour ;
- q) Non-respect des accès aux riverains : 800,00 € par infraction.

7.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, dans le délai de 7 jours comptés de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, le titulaire encourt une pénalité de 1 000,00 € H.T par jour de retard. La dépense de la remise en état devra être contenue dans le prix proposé à l'origine.

S'ajoutent les pénalités suivantes :

- a) Dégradations des installations communes : 100 € H.T/jour ;
- b) Non-utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier : 500 € H.T/jour ;
- c) Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires : 100 € H.T/jour ;
- d) Manquement aux obligations de nettoyage : par jour calendaire et local, ou zone non-nettoyées par tranches de 100 m² : 100 € H.T/jour.

7.6 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des prescriptions relatives à la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 500,00 € H.T par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, **Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux.**

S'ajoutent les pénalités suivantes :

- a) L'employé d'une entreprise est surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison : 500 € H.T/jour ;
- b) Un poste de travail d'une entreprise est en défaut de conformité aux règles de sécurité : 500 € H.T/jour.

7.7 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité des tiers

En cas de non-respect par le titulaire du marché ou l'un de ses sous-traitants des prescriptions relatives à la sécurité des tiers imposées par le maître d'œuvre (piétons notamment), une pénalité égale à 500,00 € H.T par jour de retard, sera appliquée.

S'ajoutent les pénalités suivantes :

- a) Toute action entraînant un défaut dans la protection du chantier : 100 € H.T/jour ;
- b) Défaut de fermeture de clôture de chantier : 500 € H.T/jour ;
- c) Non-respect des points d'arrêts du PAQ : 100 € H.T/jour.

7.8 Pénalités relatives à la levée des réserves

En cas de non-respect par le titulaire du marché du délai relatif à la levée des réserves, une pénalité égale à 250,00 € H.T par jour de retard, sera appliquée jusqu'à la réalisation complète des travaux nécessaires à la levée des réserves.

S'ajoutent les pénalités suivantes :

- a) L'Entreprise prétend à tort avoir achevé une tâche ou avoir levé une non-conformité : 100 € H.T/jour ;
- b) L'Entreprise prétend à tort avoir levé une réserve ou une remarque avant réception : 500 € H.T/jour.

7.9 Pénalités relatives au défaut d'attestations d'assurance

En cas de constat de non-production des attestations d'assurance exigées par le Pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, une pénalité égale à 250,00 € H.T par jour de retard, sera appliquée jusqu'à la production des dites attestations.

7.10 Pénalités pour retard dans la remise des documents du DOE

En cas de non-respect par le titulaire du marché ou l'un de ses sous-traitants des prescriptions relatives au Dossier des ouvrages exécutés tel que précisées dans le CCTC et les CCTP le cas échéant, les pénalités suivantes seront appliquées :

- a) Défaut de fourniture du DOE provisoire validé le jour des OPR : 500 € H.T/jour ;
- b) Défaut de vérification interne entreprise de la conformité des plans de DOE (référentiel, levé topographique de récolement complet, éléments de plans EXE présents mais non réalisés) : 500 € H.T/jour ;
- c) Défaut de fourniture du DOE définitif validé : 1 000 € H.T/jour.

7.11 Pénalités en cas de dégradation d'un arbre ou de végétaux existants identifiés comme à conserver

Dans le cas où des arbres ou végétaux devant être conservés ont été dégradés, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles relatifs aux pénalités pour retard et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des dégradations. Elles seront établies sur la base de la valeur de l'arbre endommagé. La méthode de calcul de la valeur de l'arbre est indiquée dans le CCTC ou les CCTP de chaque lot.

Il est ici précisé qu'il s'agit de pénalité définitive, c'est-à-dire d'une indemnité pour le maître d'ouvrage.

En cas de souillage des végétations en place à conserver, ne portant pas atteinte à la survie de la plante, une pénalité de 100 €

H.T./jour sera appliquée.

7.12 Pénalités pour erreur ou manquement à une obligation

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, en cas d'erreur ou de manquement à une obligation autre que celles énoncées ci-dessus, dont il est le débiteur au titre du présent marché, et après une mise en demeure restée sans effet, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 150,00 € H.T par jour calendaire jusqu'à ce qu'il ait été mis fin au manquement constaté.

En cas d'impossibilité de corriger le manquement ou l'erreur signalé, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par erreur.

7.13 Généralités sur les pénalités

L'application de ces retenues ou pénalités ne dispense en aucun cas l'Entrepreneur d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des retenues est applicable de plein droit par simple constatation de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les retenues provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement, notamment sur proposition du Maître d'Œuvre.

Il est ici précisé qu'il s'agit de jour calendaire, sauf si stipulé spécifiquement.

ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

8.1 Provenance des matériaux et produit

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

8.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

8.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

8.3.1 Les dispositions des articles 24 à 26 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que :

- Le C.C.T.P. définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. ;
- Le C.C.T.P. ne déroge pas aux dispositions du C.C.A.G. ;
- Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par :
 - Un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

8.3.2 Le C.C.T.P. précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

- Les vérifications, surveillance sont réalisées par :
 - Un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

8.3.3 Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

9.1 Piquetage général

Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, sous validation du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les travaux de piquetage sont payés par le maître d'ouvrage sur la base du prix figurant dans le BPU.

9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

9.2.1 Obligations générales du titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement. Ces dispositions s'appliquent, lorsqu'elles leurs sont contraires, **par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG travaux.**

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Pour l'application de ces dispositions le responsable du projet est identifié à l'article 1.2 ci-dessus.

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux**, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du **guichet unique** afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une **déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)** conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site « www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr », ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP.

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

9.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le titulaire a reçu du responsable de projet toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le titulaire sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu'au 9.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état.

9.2.3 Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages :

- Il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai.
- Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier
 - En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux.
 - Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies.

- Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :
 - Les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité.
 - Les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet.
 - L'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires).
 - Les conséquences sur les délais.
 - L'arrêt ou la reprise des travaux.
 - Les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.
 - Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires.
- Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le maître de l'ouvrage dans le cadre d'un avenant.
- Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :
 - la mise en œuvre des précautions particulières,
 - la mise en œuvre des techniques particulières,
 - les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux,
 - les conséquences des dépassements de délais.

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

9.2.4 Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité

Ainsi qu'il est dit à l'article 9.2.1 ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débiter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 7 jours de la DICT (9 jours en cas de DICT non matérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le maître d'ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

9.2.5 Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains

Le responsable du projet, après avoir procédé à la déclaration de projet de travaux (DT), n'a pas procédé, en

application des dispositions de l'article R 554-23 III du Code de l'Environnement, aux investigations complémentaires relatives à l'incertitude de localisation des réseaux souterrains rangés dans les classes de précisions B ou C.

Dans les zones d'incertitude, l'exécutant des travaux devra appliquer les précautions techniques particulières adaptées nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d'ouvrages dont l'incertitude de localisation est trop élevée mais inférieure à 1,5 mètre, définies par le CCTP et à défaut par le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux visé par l'article R.554-29 du Code de l'Environnement.

La rémunération des travaux sera différenciée entre les zones d'incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés par une norme obligatoire reconnue par l'État, la Norme AFNOR NF S 70.003-1.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, sans préjudice de l'indemnisation éventuelle de l'exécutant des travaux en application de l'article 9.2.3 ci-dessus, elle emportera résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

9.2.6 Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité ;
- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité ;
- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le maître d'œuvre s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un Constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le maître d'œuvre, s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 49 du CCAG Travaux.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le maître d'ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci,
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier,
- les conséquences des dépassements de délais.

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter les engins de travaux,
- alerter immédiatement les services de secours et l'exploitant concerné,
- aménager une zone de sécurité,
- accueillir les secours et se mettre à la disposition du commandant des opérations de secours.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

ARTICLE 10 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1 Coordination des travaux – gestion des dépenses communes

10.1.1 Planning détaillé d'exécution des travaux

Le planning détaillé d'exécution élaboré, pendant la période de préparation, par le titulaire, se substituera au phasage prévisionnel d'exécution des travaux, dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG travaux.

Le planning détaillé d'exécution pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article 7.1.

La notification d'un nouveau planning prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

10.1.2 Coordination des travaux

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par :

- le titulaire du lot n° 2

10.1.3 Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les CCTP et le présent marché et qui ne sont pas affectées comme indiqué ci-dessous, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions qu'elles détermineront, sans que le maître de l'ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différends entre les entreprises.

La répartition des dépenses suivantes est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

A) Dépenses d'investissement

Le CCTC et le CCTP détaillent les dépenses prises en charge par l'entrepreneur qui est chargé de l'exécution du lot indiqué. Elles sont rémunérées par les prix du marché.

Chaque entreprise devra exécuter ou faire exécuter à ses frais les trous, scellement et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot qui lui est attribué.

B) Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus en A sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent au lot n°1 et au lot n°2 :

- les charges temporaires de voirie et de police,
- les frais de gardiennage et de fermetures provisoires du chantier.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entreprise doit laisser le chantier et ses abords propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ; elle fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets, dans les conditions fixées à l'article 10.5.2 ci-dessous.
- chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.
- l'entreprise du lot n°1 a la charge de **l'enlèvement** des déblais excédentaires et de leur transport aux décharges publiques, dans les conditions fixées à l'article 10.5.2 ci-dessous.

C) Dépenses de consommation

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée, les dépenses indiquées ci-après :

- quittances d'eau, d'électricité, de téléphone et télécopie ;
- chauffage des locaux du chantier et, s'il y a lieu, de l'ouvrage, objet du ou des marchés de travaux, y compris combustibles et/ou énergie nécessaire pour les essais ;
- frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé ;
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur titulaire du lot n°1 procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnellement aux montants du décompte final du marché de chaque intervenant, sauf accord spécifique entre eux.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du maître d'œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

10.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation de :

- **2 mois pour la tranche ferme et 1 mois pour les tranches optionnelles et cela pour les lots 1 et 2**

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28-2 du CCAG à la diligence respective du maître d'œuvre et de l'entrepreneur et de l'OPC s'il est différent du maître d'œuvre lorsque les travaux sont allotés.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du C.C.A.G comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. Ce délai est fixé à 15 jours pour le lot 4. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux. **Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG travaux**, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

Lorsque les travaux sont allotés, l'OPC élabore le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les titulaires des différents lots conformément aux dispositions de l'article 28.2.3 du CCAG travaux et de l'article 10.0 ci-dessus.

A l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

10.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Il est précisé que le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution.

Si l'entrepreneur est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du maître d'œuvre, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG.

Ces documents seront fournis en TROIS (3) exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction. Ils seront remis également sur support informatique (CD, DVD, autres).

- Ces documents pourront être remis sous forme électronique.

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants :

- Autocad 2014,
- Pack Microsoft Office 2013.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance :

- complète et entière des terrains et de leurs abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers,
- de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

10.4 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

10.5 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

10.5.1 Emplacement des installations de chantier

Les emplacements pourront être mis à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Une Convention d'occupation précaire pourra être mise en place.

Les lieux seront définis au moment de la préparation de chantier. Ils devront être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

10.5.2 Emplacements pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Des emplacements pourront être mis à la disposition de l'entrepreneur, pour le dépôt provisoire ou définitif de tout ou partie des déblais et/ou des terres végétales. Une Convention d'occupation précaire sera mise en place.

10.5.3 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les parties s'engagent au respect des règles concernant la sécurité et la santé des travailleurs conformément aux articles L 4211- 1 et, L 4531-1 à 3 et L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

A ce titre il est précisé :

☒ Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

☒ Le chantier est soumis à un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à 76 du code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

10.5.4 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu un registre de chantier par le maître d'œuvre.

10.6 Dispositions en matière de protection de l'environnement

10.6.1 Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

10.6.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

La « CHARTE CHANTIER VERT » du DCE définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il précisera les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

Le titulaire désignera nominativement un Responsable Environnement Entreprise Cette désignation devra intervenir au plus tard à l'expiration de la période de préparation, ou si une telle période n'a pas lieu, dans les quinze jours suivant la notification du démarrage des travaux.

L'entreprise en charge du lot n° 1 et du lot N°2 désignera nominativement un Responsable Environnement Chantier. Cette désignation devra intervenir au plus tard à l'expiration de la période de préparation, ou si une telle période n'a pas lieu, dans les quinze jours suivant la notification du démarrage des travaux.

10.7 Dispositions en matière d'insertion

1. Conditions générales

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-12 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale obligatoire.

Cette clause sera applicable uniquement pour toutes les prestations demandées pour les lots 1 et 2.

Pour ce faire, chaque entreprise attributaire d'un lot du marché devra obligatoirement réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi ou rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières.

Cette action d'insertion se traduira par un minimum d'heure de travail d'insertion à réaliser pendant la période d'exécution du marché (cf. paragraphe modalités de mise en œuvre).

Les publics visés :

La liste des publics éligibles est inscrite aux cahiers des clauses administratives générales des marchés publics entrés en vigueur le 1er avril 2021 :

Sont notamment concernés :

- Les habitants des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) éloignés de l'emploi,
- les demandeurs d'emploi inscrit à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois, sans activité ou en activité partielle et ayant travaillé moins de 6 mois dans les 12 derniers mois,
- les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi,
- les allocataires de minima sociaux (ASS, ATA, AAH, Allocation veuvage, Allocation Invalidité),
- les demandeurs d'emploi seniors de plus de 50 ans,
- les jeunes de moins de 26 en recherche d'emploi sans qualification de niveau III (infra-BAC) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les diplômés justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- les personnes reconnues travailleurs handicapés dans une démarche de recherche d'emploi au sens de l'article L5212-13 du code du travail,
- les personnes prise en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnés à l'article L5132-4 du code du travail,
- les personnes employées par une Régie de quartier ou de territoire agréées,
- les personnes prises en charge dans les dispositifs particuliers notamment les EPIDE et les E2C,
- les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ,
- les personnes sous-main de justice,
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, garanti jeune, contrat engagement jeune,
- les personnes ayant le statut de réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des EA, des ETA ou usagers des ESAT.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, des MDPH ou MDA, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi par le dispositif d'accompagnement mentionné à l'article 10.7 et validée par le facilitateur du territoire. Chaque entreprise attributaire d'un lot informera ce dernier du choix de mise en œuvre prévu pour l'exécution de l'action d'insertion en phase de préparation de chantier.

Il est de la responsabilité de chaque entreprise attributaire d'un lot de veiller que l'éligibilité des publics soit

établie préalablement à leur mise à l'emploi par le dispositif d'accompagnement.

En ce sens, chaque entreprise attributaire d'un lot devra remplir la fiche de positionnement (à demander auprès du facilitateur) accompagnée du CV ainsi que toutes pièces justificatives pouvant permettre d'étudier l'éligibilité du public.

2. Modalités de mise en œuvre

Le volume horaire obligatoire de travail d'insertion réservé aux publics visés à l'article 10.7 est réparti comme suit :

Lot	Intitulé du lot	Nb d'heures insertion minimum à réaliser
1	Enfouissements et éclairage	A préciser ultérieurement
2	VRD et espaces verts	A préciser ultérieurement

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- **par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI)**, en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats d'alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;

- **par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI)**, ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;

- **par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI)**, un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

Il est précisé également que si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Enfin, il est à noter que le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

La globalisation des heures :

A compter de l'attribution du marché et pendant son exécution, avec les objectifs de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et faciliter la gestion de la clause par cette dernière, chaque entreprise attributaire d'un lot du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article

4 du présent article, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande doit être adressée au facilitateur mentionné à l'article 10.7 du CCAP. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion ;
- Si la mesure recueille l'accord de l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, la décision d'acceptation est alors notifiée par ordre de service, et ne donne pas lieu à un avenant ;
- Si la mesure est applicable dans le périmètre territorial d'intervention du facilitateur ;
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion a été vérifiée par le facilitateur ;
- Si une période de temps existe et est au moins commune aux marchés comportant une clause sociale d'insertion dont l'entreprise est attributaire.

3. Dispositif d'accompagnement de mise en œuvre

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche, une ingénierie d'insertion est proposée par le facilitateur de la clause sociale du territoire dont les principales missions sont les suivantes :

- Participer à la réunion de lancement de chantier pour présenter le dispositif clause sociale aux entreprises et son suivi (modalités pour recruter les candidats, éligibilité et enregistrement des candidats, suivi et enregistrement des heures d'insertion) ;
- Accompagner et renseigner les entreprises et l'attributaire dans leur(s) question(s) relative(s) au suivi de la clause sociale ;
- Assurer le suivi administratif de la clause sociale dans le respect du règlement général sur la protection des données (enregistrements des candidats, des heures d'insertion communiquées, extraction des heures réalisées à la demande des entreprises ou de la maîtrise d'œuvre) ;
- Envoyer un bilan (nombre d'heures d'insertion réalisées, nombre de personnes concernées) et une attestation des heures d'insertion réalisées à la fin du chantier.

Contact Facilitateur de la Clause Sociale

Chartres Métropole

Pôle développement économique, compétitivité, emploi et innovation

Direction Parcours Entreprises

Manuel BIANCHI – manuel.bianchi@agglo-ville.chartres.fr

Tél : 02.37.91.35.17

En réciprocité, l'entreprise attributaire désignera un correspondant opérationnel pour le suivi des actions professionnelles, interlocuteur privilégié du facilitateur et du maître d'ouvrage. Durant toute la période d'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause insertion.

4. Contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé, par tous les moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle chaque entreprise attributaire d'un lot s'est engagée.

Chaque entreprise attributaire d'un lot fournit chaque mois au facilitateur via la fiche navette communiquée par ce dernier, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, récapitulatif des factures.....) permettant le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations pendant toute l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise titulaire. Le facilitateur peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité prévue au CCAP. En cas de manquement grave d'une entreprise à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, lorsqu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage, et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

5. 5. Pénalités pour non-respect des obligations relatives à l'action d'insertion

En cas de non-respect de la clause sociale d'insertion, le titulaire subira sans mise en demeure préalable, une pénalité chiffrée à 50 € par heure d'insertion non respectée.

10.8 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 11 – AVANCE

11.1 Avance

Aucune avance ne sera versée.

11.2 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux.

11.3 Remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire

Conformément à la loi n°71-584 du 16 juillet 1971 tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du code civil, le titulaire peut fournir une caution personnelle et solidaire remplaçant l'application de la retenue de garantie.

Le montant de la caution personnelle et solidaire ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette caution personnelle et solidaire doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont alors reversés au titulaire.

11.4 Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution

La retenue de garantie sera restituée ou la caution libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire du contrat et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

12.1 Demandes de paiement

12.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

12.1.2 Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG ;
- date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 15 ci-dessous.

Les dispositions de l'**article 12.3 du CCAG travaux marchés publics** s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, **par dérogation aux articles 12.3 et 42 du CCAG**, il sera appliqué les dispositions suivantes : L'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie (période de confortement). (Engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux :

- Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 13.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra

tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d'une réception avec réserves :

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves,
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché.

12.2 Délais de paiement

Le délai de règlement des acomptes est de : 60 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre.

Le délai maximum de paiement du solde est de 60 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

12.3 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée ci-dessous. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues dans le code de la commande publique, de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions prévues dans le code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

12.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

IM = montant des intérêts moratoires

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 - GARANTIE DE PAIEMENT

Lorsque le marché dépasse le seuil de 12 000 euros HT, le maître de l'ouvrage garantit à l'entrepreneur le paiement des sommes dues conformément aux dispositions de l'article 1799-1 du Code civil.

Lorsque le maître de l'ouvrage recourt à un crédit spécifique pour financer les travaux, l'établissement de crédit ne peut verser le montant du prêt à une personne autre que celles mentionnées au 3ème de l'article 1779 du code civil tant que celles-ci n'ont pas reçu le paiement de l'intégralité de la créance née du marché correspondant au prêt. Les versements se font sur l'ordre écrit et sous la responsabilité exclusive du maître de l'ouvrage entre les mains de la personne ou d'un mandataire désigné à cet effet. Le crédit auquel recourt le maître de l'ouvrage doit être destiné exclusivement et en totalité au paiement de travaux exécutés par l'entrepreneur.

Lorsque le maître de l'ouvrage ne recourt pas à un crédit spécifique ou lorsqu'il y recourt partiellement, et à défaut de garantie résultant d'une stipulation particulière, le paiement est garanti par un cautionnement solidaire consenti par un établissement de crédit, une société de financement, une entreprise d'assurance ou un organisme de garantie collective ayant son siège ou une succursale sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen. La caution est tenue sur les seules justifications présentées par l'entrepreneur que la créance est certaine, liquide et exigible et que le maître de l'ouvrage est défaillant. Tant qu'aucune garantie n'a été fournie et que l'entrepreneur demeure impayé des travaux exécutés, celui-ci peut surseoir à l'exécution du contrat après mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours. La mise en demeure est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 14 - RECEPTION - DELAI DE GARANTIE - ADMISSION

14.1 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, sans ou avec réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

En cas de réalisation d'espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 14.2 ci-dessous.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

Dans le cas de marchés par lots séparés, la date de réception partielle sera unique pour tous les lots d'une même tranche, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

14.2 Délais de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G. ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. En matière d'espaces verts :

- Les sujets végétaux et gazons feront l'objet de travaux de parachèvement jusqu'à leur réception. Cette réception sera constatée au plus tôt pour les gazons à la deuxième tonte suivant l'ensemencement et pour les végétaux au plus tard le 15 octobre suivant la période de plantation. La réception est prononcée à l'issue de ces travaux lorsque les exigences de réussite fixées au fascicule 35 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux sont atteintes (CCTG relatif aux travaux neufs et d'entretien des aménagements paysagers, des aires de sport et de loisirs de plein air). Cette date constitue le début du délai de garantie de parfait achèvement du marché.
- Le délai de garantie est de deux ans à compter des dates de réception correspondantes (gazons et plantations). Durant cette période l'entrepreneur réalise les travaux de confortement nécessaires au bon développement des plantations et ensemencements figurant au marché. Le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

ARTICLE 15 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION : DELAIS, RETENUES ET MODALITES DE PRESENTATION

15.1 Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, ou au maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre, dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu et le nombre d'exemplaires du DOE sont fixés dans le CCTP.

- Les notes de calculs des différents ouvrages ;
- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- Une fiche technique pour chaque ouvrage hydraulique, notamment les noues et bassins de rétention, précisant l'objectif et le fonctionnement de l'ouvrage ainsi que le type et la fréquence de son entretien.
- Les constats d'évacuation des déchets.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre, ou au maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre, au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre ou au maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre, dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du C.C.A.G.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

15.2 Retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés

ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de **500 €HT par jour** de retard.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du C.C.A.G. et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, **par dérogation à l'article 20.5**, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, **cette retenue provisoire deviendra définitive** après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

16.1. Assurance de responsabilités

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies ci-dessus.

16.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du maître de l'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

A - RC en cours de travaux

Montant de garantie par sinistre :

- Dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : **3 millions €** ;
- Immatériels purs ou non consécutifs : **1,5 million €**.

B - RC après travaux

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) **survenant après les travaux**, et pour un montant **minimum de 3 millions €** par année d'assurance.

C- Justificatif d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

16.1.2 Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire, et s'il

y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en- tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, soit à la demande du maître de l'ouvrage avant signature du marché, soit dans un délai de 15 jours de la notification du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. ordonnance du 08/06/2005), l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale est, **par dérogation à l'article 9 du CCAG travaux**, exigée.

16.2 Assurance des travaux

16.2.1 Assurance Tous Risques Chantier :

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

16.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

16.3 Dispositions diverses

16.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse **les surprimes** qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit **seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.**

De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

16.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 16.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

16.3.3 Sinistres

CCAP- Marché de travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du pole gare

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

ARTICLE 17 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

17.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 3 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, dans le cas d'un marché à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes : Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 16.1 peut s'opérer sans mise en demeure préalable.

En complément à l'article 50.3 du CCAG travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 18 du présent document, relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles 51 à 54 du décret du 25 mars 2016, et **après mise en demeure** restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés dans le code de la commande publique fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié **sans mise en demeure** à leur frais et risques.

17.3 Mesures coercitives

Il n'est pas fait application de l'article 52.7.3 du CCAG Travaux (par dérogation).

ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées dans le code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché,

les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 11.7 du CCAP.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés s'ils ont déjà été remis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le RDC,
 - d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - et d'autre part, la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le RDC,
 - d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet

espace. L'accès à ces documents est gratuit.

Le candidat est informé de ce que la non-production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

ARTICLE 19 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

19.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

19.2 Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

ARTICLE 20 – LITIGES

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord-cadre doit être rédigé en langue française.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal judiciaire de Chartres, 3 rue Saint-Jacques 28019 CHARTRES Cedex - Tél. 02.37.18.77.00.

ARTICLE 21 - RESPECT DU RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent contrat.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en œuvre du présent

contrat. La responsabilité du sous-traitant est limitée à une obligation de moyen concernant l'efficacité de ces mesures.

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat.
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 22 - LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTES »

Les informations recueillies pour ce marché sont conservées dans un dossier papier et enregistrées dans un fichier informatisé par Mme Hélène Cordier pour le suivi d'exécution du marché.

Elles sont conservées pendant la durée légale relative aux pièces de marchés publics (10 ans) et sont destinées aux chargés d'opérations en charge de l'opération Pôle Gare, au Directeur délégué et aux services juridiques et comptabilité.

Conformément à la loi « informatique et libertés », vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant : Hélène Cordier.

ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du marché par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	3
14.4.3	4.4
12.2.2	12.1.1
12.3, 12.3.2, 12.4.2, 12.4.4 et 42	12.1.2
18 et 19	7
19.5	15.2
25.3 et 31.9	9.2
28.2.2	10.1
28.5	10.4.5
42.2	14.1
40	15.1
19.5	15.2
9	16.1.2
50.4	17.1
50.1	17.2
52.7.3	17.3

A, le
.....

Mention manuscrite

"lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des)
entrepreneur(s) ou du mandataire
dûment habilité par un pouvoir
(ci-joint) des cotraitants

ARTICLE 22 - APPROBATION DU MARCHE

La présente offre est acceptée.

Acceptation des sous-traitants

Les sous-traitants proposés sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.

A,

Le

Le pouvoir adjudicateur

Signature :